

# Les décideurs donnent leur point de vue sur les grands thèmes de la **Fondation iFRAP**

13

Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, François Hollande, ancien secrétaire général du PS, Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC, Frédéric Bedin, président de CroissancePlus, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des Finances du Sénat, Christian Schubert, correspondant à Paris du Frankfurter Allgemeine Zeitung, et Mathieu Laine, entrepreneur, économiste et essayiste, ont bien voulu répondre aux questions de Société Civile sur la situation de la France et leur vision de l'avenir. Il est intéressant de constater que quasiment tous sont d'accord pour déplorer le poids trop important de l'État et des administrations dans notre pays et le manque de reconnaissance de la place de l'entreprise. La Fondation iFRAP a indéniablement du travail en perspective.

## Xavier Bertrand

Ancien ministre, secrétaire général de l'UMP et député de l'Aisne

« *L'avenir, c'est des États-garants et non des États-gérants, des États-stratèges et non des États-opérateurs.* »



GILLES PASSIGNAC

Xavier Bertrand

**Fondation iFRAP :** Êtes-vous inquiet ou confiant pour l'avenir économique de la France ?

**Xavier Bertrand :** Je suis d'une nature optimiste parce que je considère que l'avenir, ça se construit. Même si la France a mieux résisté au choc de la crise que ses voisins européens, il ne faut pas oublier que nous traversons la crise économique la plus importante depuis les années trente. Si la France s'en sort mieux, c'est à mon sens pour trois raisons structurelles. D'abord, nous avons une économie plus équilibrée que beaucoup de nos voisins qui ont fait le choix de sacrifier leur industrie au profit du « tout

service », comme la Grande-Bretagne, ou bien du « tout immobilier », comme l'Espagne. Ensuite, notre marché domestique est dynamique, à la différence de celui de l'Allemagne, et ce, malgré ses très bonnes performances à l'export. Enfin, notre système de protection sociale, qui a très largement permis d'amortir le choc. Parallèlement, le Plan de relance mis en place par le gouvernement français, centré sur l'investissement et sur les ménages modestes et non sur la consommation en général, comme le préconisait à tort le parti socialiste, a bien fonctionné. Il nous reste à poursuivre les efforts sur la

réduction des dettes et particulièrement de notre dette sociale ; mais je souhaiterais que nous allions encore plus loin, en proposant une règle budgétaire, une « règle d'or » qui fixerait un pourcentage maximum du PIB pour le déficit. Des investissements massifs dans les secteurs de la nouvelle croissance sont également nécessaires, tout en poursuivant notre politique en faveur de l'industrie, telle que voulue par le Président de la République. Le grand emprunt, que souhaite le Mouvement populaire, apporte une réponse à ces besoins d'investissements. La France est résolument engagée sur la voie des réformes, il faut continuer.

**■ Fondation iFRAP: Le rôle des entreprises dans notre économie vous semble-t-il perçu à sa juste valeur par l'opinion publique française ?**

**X. B.:** Les Français savent que ce sont les entreprises qui créent de l'emploi, comme ils savent que l'entreprise est créatrice de valeurs et leur travail créateur de richesses. Les Français ont l'esprit d'entreprise. Le statut d'auto-entrepreneur créé par le Gouvernement connaît un succès fulgurant : + 75 % de création d'entreprises par rapport à l'année dernière...

**■ Fondation iFRAP: Le pouvoir de l'administration, du secteur public**

**et de l'État en général vous semble-t-il plus important en France que dans les autres pays ?**

**X. B.:** En France, les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires sont, en part du PIB, très élevés par rapport aux autres pays. Mais attention aux comparaisons hâtives : dans beaucoup de pays, le financement du système d'assurances sociales n'est pas compté dans les prélèvements obligatoires puisqu'il s'agit d'assurances privées. C'est aussi le prix d'un système de protection sociale, qui a besoin d'être modernisé, mais que beaucoup de nos voisins nous envient.

Si l'on prend comme seul indicateur la part de l'emploi public

## François Hollande

Député-maire de Tulle en Corrèze, ancien ministre et ancien secrétaire national du PS

« *L'entreprise fournit l'essentiel des emplois offerts et détermine par sa compétitivité la place de la France dans la mondialisation.* »



François Hollande

**■ Fondation iFRAP: Êtes-vous inquiet ou confiant pour l'avenir économique de la France (finances publiques, emploi, compétitivité des entreprises...)?**

**François Hollande:** Nous sommes à un instant crucial. Les indicateurs témoignent tous d'un risque sérieux de déclassement de l'économie française. La croissance est depuis des années fragile, notre déficit commercial dépasse 45 milliards d'euros, le chômage frappe 10 % de la population active et notre dette publique atteint des niveaux historiques. Songez qu'en 2012, elle équivaldra à une année de richesse nationale. Redresser l'économie françai-

se dans ces conditions sera le défi majeur du prochain président de la République. Avec des marges de manœuvres limitées, il lui faudra faire des choix justes et pertinents car ils détermineront l'orientation de notre pays pour de nombreuses années. C'est pourquoi il faut concentrer nos efforts sur la jeunesse : sa place, ses conditions de vie, son insertion réussie.

Ce redressement exigera un effort national. Il ne sera accepté que s'il respecte les principes d'égalité et de justice. Il faut mettre fin à un système où la majorité de nos concitoyens sont sollicités tandis que les plus fortunés s'affranchissent de toute exigen-

dans l'emploi total, avec près du quart des emplois dans le public, la France se situe en tête. Il ne me paraît pas souhaitable d'aller au-delà, bien au contraire ! Nous devons aussi avoir en tête la logique des finances locales, qui ont eu tendance à exploser ces dernières années ! La décentralisation s'est traduite par une explosion des effectifs de la fonction publique territoriale, sans que l'on constate une baisse des effectifs au niveau national. Quand l'État, avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, réduit le nombre de fonctionnaires de 35 000 par an, les collectivités locales augmentent les effectifs de 10 % par an

(hors transferts). On ne peut pas continuer comme ça. Voilà pourquoi la réforme des collectivités locales va apporter simplification, clarification des compétences et moindre coût de notre système territorial. À mon sens, il faut stopper la dérive localement et poursuivre l'effort continu du Gouvernement avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. On peut aussi parler du volontarisme d'État. Sur ce point, je crois que l'État a beaucoup de pouvoir sur l'économie, y compris dans de nombreux pays réputés plus libéraux que nous : les États-Unis en tête, qui s'entendent à mener une politique de

R&D et de soutiens aux PME très énergique ! L'avenir est aux États forts, qui savent prendre le relais de l'initiative privée lorsqu'elle voit à trop court terme. L'avenir, c'est des États-garants et non des États-gérants, des États-stratèges et non des États-opérateurs.

**I Fondation iFRAP : Que pensez-vous que les organismes de la société civile, les *think tanks* tels la Fondation iFRAP, apportent au débat public ?**

X. B. : Sources d'expertises, ces organismes sont des aiguillons, des acteurs et des vitrines du débat. Leur franc-parler est source de débats passionnants et de réformes aussi.

ce de solidarité. Voilà pourquoi je propose une réforme profonde de notre système fiscal, pour que les prélèvements soient réellement fonction des facultés contributives de chacun.

**I Fondation iFRAP : Le rôle des entreprises dans notre économie vous semble-t-il perçu à sa juste valeur par l'opinion publique française ?**

F. H. : L'entreprise est le lieu de la création de richesses. Elle fournit l'essentiel des emplois offerts et détermine par sa compétitivité la place de la France dans la mondialisation. Nous avons besoin de produire plus et mieux. Et la réponse à terme tient autant au renforcement de l'offre qu'à la stimulation de la demande. Néanmoins, je regrette que le lien de confiance entre les Français et l'entreprise se soit distendu. Il faut penser une nouvelle stratégie de production. Là encore, le levier fiscal peut être utilement activé : moduler l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis, concentrer nos efforts sur le développement des PME, élargir le crédit d'impôt

recherche à l'innovation. C'est le sens du nouveau pacte productif que je propose. Il part de l'entreprise pour mieux y revenir.

**I Fondation iFRAP : Le pouvoir de l'administration, du secteur public et de l'État en général vous semble-t-il plus important en France que dans les autres pays ?**

F. H. : La crise a révélé le besoin d'État au sein de nos sociétés. Alors que la financiarisation et la marchandisation de l'économie ont fragilisé les bases de l'économie mondiale, c'est vers les gouvernements que se sont tournés les acteurs économiques (et les banques) pour trouver des solutions à la crise. De surcroît, notre système social a parfaitement joué son rôle de stabilisateur durant la récession. Il est, en quelque sorte, venu au secours d'un certain libéralisme, au moment où il s'attachait à le démanteler. Quant à la controverse sur le coût de l'État, il convient de le relativiser. J'en veux pour preuve le comparatif entre le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, permettant à l'État de faire des bénéfices de 500 millions d'euros par an, tandis qu'au

même moment la baisse de la TVA sur la restauration coûte 3 milliards d'euros à nos finances publiques. Il reste que la réforme de l'ensemble des administrations publiques, de leur cohérence, de leur efficacité, comme de leurs ressources doit être engagée, sans qu'il soit besoin de revenir sur la décentralisation et sur l'exigence de proximité.

**I Fondation iFRAP : Que pensez-vous que les organismes de la société civile, les *think tanks* tels la Fondation iFRAP, apportent au débat public ?**

F. H. : Tout ce qui contribue à l'activité intellectuelle, à la quête des nouvelles idées, à la recherche des aspirations de la société enrichit notre démocratie. Plus que jamais nous avons besoin de débats publics. Les partis politiques n'ont rien à craindre de ces cercles de pensées et beaucoup à en attendre dès lors que chacun reste à sa place et que le politique garde sa légitimité. Rien n'est vraiment nouveau. Les *think tanks* sont les héritiers d'une longue tradition française qui donne aux intellectuels une influence dans l'enjeu public.

## Bernard Van Craeynest

Président de la CFE-CGC

« *En France, le secteur public n'est pas prêt à bouger et c'est le prétexte pour abandonner toutes les réformes.* »

**I Fondation iFRAP :** Êtes-vous inquiet ou confiant pour l'avenir économique de la France (finances publiques, emploi, compétitivité des entreprises...)?

**Bernard Van Craeynest :** Je ne suis ni inquiet ni confiant, mais réaliste. C'est-à-dire que nous avons une situation différente qui résulte à la fois des atouts et des handicaps de la France. En l'occurrence, au premier chef, de la difficulté que nous rencontrons à faire croître notre secteur concurrentiel. Je pense notamment à l'industrie. Il ne suffit pas de proclamer que l'on veut faire la course en tête mais, il faut construire une attractivité dans la filière technique et scientifique. Dans le cadre des États généraux de l'industrie, j'ai proposé qu'on mette en place de la formation pour former nos bac + 2 de l'industrie pour qu'ils arrivent au niveau ingénieur. En Chine et en Inde, on forme 250 000 ingénieurs par an; comment voulez-vous que la France se batte avec seulement 20 000 à 30 000 ingénieurs formés par an?

**I Fondation iFRAP :** Le rôle des entreprises dans notre pays vous semble-t-il perçu à sa juste valeur par l'opinion publique française?

**B. V. C. :** Oui et non. Il y a, à la fois, une mauvaise image du patron entrepreneur liée aux affaires qui ont pollué leur image ces dernières années avec un message qui est passé dans la population sur le mode « Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais ». Cela est à distinguer de la réalité vécue par les



Bernard Van Craeynest

salariés des petites et très petites entreprises qui ont le sentiment d'être dans le même bateau que leur patron et qui sentent qu'ils œuvrent ensemble à la performance collective pour améliorer notre économie globale.

Une enquête de la CGPME réalisée en 2006 montre que les chefs d'entreprises qui sont à la tête de PME gagnent en moyenne 4 000 euros par mois. Il y a donc bien un écart entre la perception qu'ont les Français du niveau de richesse des entrepreneurs et la réalité. Par ailleurs, le rôle et la place qu'a l'entreprise dans l'économie sont par trop méconnus. Cela est dû, en particulier, à l'éducation puisque l'économie est loin d'être la première matière enseignée.

Il est vrai aussi que tout est fait pour qu'on ne puisse pas faire le lien entre entreprises et création d'emplois marchands. L'em-

ploi marchand se réduit alors que la population augmente. Il stagne toujours autour de 15 à 16 millions d'emplois. Dans la réalité, rien n'est fait pour réellement mobiliser la création d'emplois marchands. Je constate sur ce sujet chez les politiques, quels qu'ils soient, une grande pusillanimité.

Pour toutes les réformes, on privilégie l'affichage: réforme des régimes spéciaux, service minimum; le gouvernement gère l'affichage, s'attaque aux tabous, mais n'explique pas comment il a réformé et à quel coût. La préoccupation centrale est d'éviter le conflit social et le prix de la réforme passe derrière.

Cela me préoccupe beaucoup car, sur le fond, un pays qui va de l'avant et se réforme en profondeur doit le faire sur la base d'un consensus sur les réformes à réaliser. En France, le secteur public n'est pas prêt à bouger et c'est le prétexte pour abandonner toutes les réformes. Dans la réalité du monde d'aujourd'hui, cet immobilisme du secteur public est inquiétant. Nous qui sommes, à la CFE-CGC, une organisation syndicale avec une assise privée, nous avons beaucoup de mal à nous faire entendre des politiques, plus habitués à dialoguer avec des syndicats du secteur public. Surtout quand nous essayons de leur parler du monde réel!

**I Fondation iFRAP :** Le pouvoir de l'administration, du secteur public et de l'État en général vous semble-t-il plus important en France que dans les autres pays?

**B. V. C. :** Là aussi, gardons-nous des réponses toutes faites et des

clichés. On peut toutefois constater qu'à l'issue de la première commission Attali, la proposition de faire une réforme administrative de la France a été tout de suite écartée. Nous avons perdu un temps infini dans des lois de décentralisation qui n'ont pas simplifié mais multiplié les strates administratives. Avec, en plus, 300 000 nouveaux fonctionnaires territoriaux et pas de réelle réduction d'effectifs dans la fonction publique centrale. Résultat: la France est sur-administrée et les charges des particuliers comme des entreprises augmentent. J'ai le sentiment que les dépenses publiques sont mal réparties. Nous avons un problème de rationalité et d'adaptation et de lois qui se

surajoutent alors que d'autres existent déjà en étant méconnues ou pas appliquées. Il ne suffit pas de dire qu'il faut moins d'État mais être capable d'inventer une nouvelle gouvernance. Le manque de consensus sur nos politiques publiques vient aussi du fait que nous sommes à l'heure du lobbying et, qu'aujourd'hui, face à tout projet de réforme, il y a des associations de défense, des groupes de pression... La difficulté que nous rencontrons aujourd'hui est de dégager le sens de l'intérêt général face aux groupes de pression, notamment issus du public, qui peuvent arriver à bloquer tout le système. Il ne faut pas focaliser sur les syndicats mais sur l'opposition entre sens de l'intérêt général et défense

des intérêts particuliers qui vivent de la notion d'intérêt général.

**I Fondation iFRAP: Que pensez-vous que les organismes de la société civile, les think tanks, tels la Fondation iFRAP, apportent au débat public?**

**B. V. C.:** Il y a un vrai problème de reconnaissance du rôle des think tanks dans notre pays. Dans les pays anglosaxons, ces groupes de réflexion sont reconnus et clairement identifiés et ils apportent beaucoup à la réflexion globale. La France a une culture associative forte, mais pas encore une culture de fondations qui participent au débat démocratique. Mais cela commence à venir, même s'il y a encore de gros progrès à faire. C'est un travail de longue haleine.

## Frédéric Bedin

Président de CroissancePlus, fondateur et directeur général de Public Système, un des principaux acteurs indépendants du conseil en communication en France

« Les Français sont en train de s'apercevoir que l'État ne peut pas tout. »

**I Fondation iFRAP: Êtes-vous inquiet ou confiant pour l'avenir économique de la France (finances publiques, emploi, compétitivité des entreprises...)?**

**Frédéric Bedin:** Je suis confiant car un entrepreneur est forcément optimiste! La France est un pays avec des atouts intrinsèques liés à sa qualité de vie, ses valeurs et sa culture historique. La marque France a un potentiel de développement important. Mais le problème est que trop de gens croient que cela suffit d'avoir du potentiel. On ne peut s'exonérer de faire des efforts de gestion et de *benchmark* avec les pays voisins. L'état de nos finances publiques ne m'inquiète

pas dans la mesure où toute l'Europe est dans une situation délicate en matière de finances publiques à cause de la crise. Ce qui m'inquiète, c'est un problème de mentalité hors crise. Dans les périodes où on pourrait réformer, on ne le fait pas. L'âge de la retraite plus tôt que les autres? Les charges sociales plus élevées que les autres? Tout le monde trouve cela normal! Cela ne peut pas continuer.

**I Fondation iFRAP: Le rôle des entreprises dans notre pays vous semble-t-il perçu à sa juste valeur par l'opinion publique française?**

**F. B.:** Même si les Français restent attachés aux politiques publiques,



Frédéric Bedin



ils sont en train de s'apercevoir que, selon la fameuse formule de Lionel Jospin, l'État ne peut pas tout. Ils commencent à comprendre que l'on peut devenir entrepreneur de sa vie et réussir. La question qui se pose maintenant est « Quelles formes d'entreprises pour demain ? » Des groupes de PME plutôt que des grands groupes ? L'auto-entrepreneur va-t-il devenir un modèle plus standardisé de relation de travail ? Pour l'avenir, il faudra la création d'un

grand écosystème entrepreneurial français. Et ce, avec une multiplication d'entreprises responsables plutôt qu'un gros État qui décide de tout.

**I Fondation iFRAP: Le pouvoir de l'administration du secteur public et de l'État en général vous semble-t-il plus important en France que dans les autres pays ?**

**F. B.:** Il sera toujours important d'avoir un État fort sur ses missions régaliennes : police, justice,

défense. Et d'avoir un État prêt à prendre le relais quand le marché n'est plus efficace (cf. les banques pendant la crise). Mais nous devons collectivement changer un peu notre façon de voir pour comprendre que beaucoup de secteurs peuvent être gérés par le secteur privé ou dans le cadre d'une concurrence qui permette à l'État de s'améliorer. L'économie de la santé est un bon exemple de secteur dans lequel il peut y avoir une équation public-privé. On

## Philippe Marini

Rapporteur général du Budget à la commission des Finances du Sénat, sénateur de l'Oise

« *La compétitivité de notre pays souffre de handicaps tels que la propension à dépenser l'argent public.* »

**I Fondation iFRAP: Êtes-vous inquiet ou confiant pour l'avenir économique de la France (finances publiques, emploi, compétitivité des entreprises...)?**

**Philippe Marini:** La France est un grand pays qui a retrouvé toute sa place en Europe depuis sa présidence remarquée de l'Union européenne en 2008. Ma confiance en son avenir est grande. Face à la crise, elle a plutôt mieux résisté que ses principaux partenaires, le recul d'environ 2 % de son produit intérieur brut étant deux fois inférieur à la moyenne des récessions constatées dans l'Union européenne. La réactivité dont elle a fait preuve à l'épicentre de la crise pour éviter la thrombose de son sys-

tème financier a été remarquable. Certes, la compétitivité de notre pays souffre de handicaps, plus ou moins anciens tels que la propension à dépenser l'argent public ou la durée légale du travail, mais les réformes structurelles aujourd'hui à l'œuvre doivent être poursuivies.

**I Fondation iFRAP: Le rôle des entreprises dans notre pays vous semble-t-il perçu à sa juste valeur par l'opinion publique française ?**

**P. M.:** On a coutume de souligner l'insuffisance de la culture économique en France et il est vrai que l'enseignement de l'économie pourrait davantage insister sur les mécanismes de création de

richesse et le rôle des entreprises. Ceci dit, les enquêtes d'opinion montrent que les Français, notamment les jeunes, ont une bonne image des entreprises et en particulier des petites et moyennes. La création du statut d'auto-entrepreneur a permis non seulement d'enrayer la baisse du nombre de créations d'entreprises constatée en 2008, mais aussi d'accroître ce nombre de plus de 50 %. Ceci montre qu'en simplifiant les règles, on libère les initiatives. En tout état de cause, les pouvoirs publics ont conscience du rôle des entreprises : c'est sur elles qu'ils ont misé pour favoriser la sortie de la crise, que ce soit à travers les mesures fiscales du plan de relance de l'économie,

sent que cette logique va émerger en France, notamment dans les transports. Dans l'éducation, c'est déjà le cas avec la formation supérieure, mais je ne parierais pas sur le fait que les universités ne vont pas rattraper en qualité l'enseignement des grandes écoles privées. La Sorbonne, par exemple, est une très belle marque qui a de grandes heures devant elle.

**I Fondation iFRAP: Que pensez-vous que les organismes de**

**la société civile, les *think tanks* tels la Fondation iFRAP, apportent au débat public ?**

F. B. : les *think tanks* apportent des idées différentes de celles véhiculées par ceux qui représentent des institutions élues ou nommées qui ont évidemment un devoir de réserve vis-à-vis des idées qui pourraient bouleverser leurs institutions. Les *think tanks* n'ont pas de devoir de réserve, ils sont libres par définition et peuvent tout dire. Par ailleurs, je

conçois le rôle de *think tank* à travers le prisme que les acteurs de la société civile ont aussi une dette vis-à-vis de leur pays pour l'éducation et la culture qu'ils ont reçues. Nous avons la responsabilité de transmettre intacts nos savoir-faire, notre potentiel de croissance et de richesse aux générations futures. Les *think tanks* sont là pour garantir que cette transmission se fasse dans les meilleures conditions possibles.

la suppression de la taxe professionnelle ou le renforcement des moyens d'Oséo.

**I Fondation iFRAP: Le pouvoir de l'administration du secteur public et de l'État en général vous semble-t-il plus important en France que dans les autres pays ?**

P. M. : Par rapport à d'autres pays, la France se caractérise par un niveau élevé de dépenses publiques et, par conséquent, par une part importante des prélèvements obligatoires dans le produit intérieur brut. Ceci illustre l'attachement de nos concitoyens et de nos dirigeants au modèle de l'État-providence et à l'intervention publique. La prolifération des normes, créatrices de dépenses publiques notamment dans les collectivités territoriales, témoigne de la capacité des administrations à poursuivre des objectifs propres sans que le politique soit en mesure de les freiner. Des tentatives pour y remédier se font jour. Les assemblées parlementaires sont saisies de textes dits de « simplification du droit ». La loi du 17 février

2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés a assoupli le droit de l'urbanisme. Surtout, le processus de révision générale des politiques publiques contribue à l'émergence d'un État plus efficace et moins coûteux.

Cela étant, nous avons besoin d'un État puissant, qui fixe les règles et s'assure de leur respect, qui inspire confiance aux marchés financiers et qui exerce de l'influence au niveau international.

**I Fondation iFRAP: Que pensez-vous que les organismes de la société civile, les *think tanks* tels la Fondation iFRAP, apportent au débat public ?**

P. M. : Le débat public ne peut se limiter à un « ping-pong » verbal entre partis politiques ou à des argumentaires techniques produits par les administrations. La prise de décision n'est éclairée que si elle s'appuie sur le pluralisme des points de vue. L'existence de fondations contribue à permettre l'expression organisée des familles de pensée.



Philippe Marini

## Christian Schubert

Correspondant à Paris depuis cinq ans pour le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, un des trois plus grands quotidiens allemands et le plus diffusé à travers le monde

« *Il y a trop de groupes bien organisés qui font grève et reçoivent ce qu'ils demandent.* »



Christian Schubert

**I Fondation iFRAP : Êtes-vous inquiet ou confiant pour l'avenir économique de la France (finances publiques, emploi, compétitivité des entreprises...)?**

**Christian Schubert :** Oui, je suis inquiet pour les finances publiques. La France n'a pas un bon bilan en termes de réduction des déficits. Quand les taux d'intérêt augmenteront, la charge de la dette va devenir très importante. La France dépense déjà beaucoup plus pour les coûts de la dette que pour la défense, par exemple. Le problème est qu'il faut prendre des décisions douloureuses : coupures de dépenses publiques, décalage de l'âge de retraite, réduction des prestations sociales.

Les franchises des consommateurs pour les prestations médi-

cales et les médicaments sont encore peu importantes comparées à d'autres pays. Exemple : beaucoup de Français ont le droit d'aller en cure. Je ne suis pas sûr qu'il soit toujours justifié que le reste des assurés ou contribuables paient pour cela.

Mais quel politicien a le courage de prendre des décisions douloureuses ? Je suis plutôt déçu du gouvernement Sarkozy. L'Élysée cale trop sa politique sur les sondages. Il y a trop de groupes de pression ou groupes d'intérêts qui sont bien organisés, font grève et reçoivent ce qu'ils demandent (par exemple : chauffeurs de taxi, contrôleurs aériens, professeurs...).

La compétitivité des entreprises françaises a plutôt souffert de la crise. L'abolition de la taxe professionnelle va dans le bon sens mais ne suffit pas. Elle va être remplacée par une autre « contribution ». Le solde n'est pas encore connu. Les charges sociales pour les entreprises sont encore trop élevées, surtout quand il s'agit d'emplois qualifiés. En plus, les entreprises de moyenne et petite taille doivent développer une culture plus offensive, orientée non seulement vers l'export mais aussi vers l'investissement à l'étranger, surtout dans les pays avec une forte croissance. La culture entrepreneuriale doit changer.

Il est inutile que certains économistes se plaignent du modèle allemand parce qu'il se concentre trop sur l'export. C'est comme

si Nokia se plaignait qu'Apple vende trop d'iPhone. Personne n'empêche les entreprises françaises d'exporter plus.

**I Fondation iFRAP : Le rôle des entreprises dans notre pays vous semble-t-il perçu à sa juste valeur par l'opinion publique française ?**

**C. S. :** Même après cinq ans en France, je suis encore étonné de voir comme les entrepreneurs français sont si peu appréciés par l'opinion publique. Les séquestrations de certains managers en disent beaucoup. La plupart des entrepreneurs prennent énormément de risques, travaillent beaucoup et portent beaucoup de responsabilités. Quand ils réussissent, ils méritent de gagner beaucoup d'argent. Avec la crise financière, l'image des entrepreneurs s'est encore détériorée en France. Mais les banquiers responsables de la crise n'étaient pas de vrais entrepreneurs, ils ont plutôt agi comme des gens qui ne craignent pas les conséquences de leurs décisions. C'est l'inverse d'un entrepreneur. D'ailleurs, la crise financière n'était pas seulement causée par le secteur privé. Une mauvaise politique monétaire de la Fed, la politique immobilière aux États-Unis avec Fanny Mae et Freddy Mac comme institutions semi-publiques qui ont subventionné les achats des maisons et une mauvaise régulation des marchés financiers étaient également responsables.



**I Fondation iFRAP: Le pouvoir de l'administration du secteur public et de l'État en général vous semble-t-il plus important en France que dans les autres pays?**

C. S.: Le pouvoir de l'administration, du secteur public et de l'État en général est plus important en France que dans beaucoup de pays. Par exemple, l'Inspection du travail qui contrôle si on ne travaille pas trop est assez unique. Cela garantit un certain niveau d'égalité ou de qualité des infrastructures, mais une administration publique puissante peut chasser aussi les acteurs clés d'une écono-

mie et les investisseurs, par exemple comme avec l'ISF.

**I Fondation iFRAP: Que pensez-vous que les organismes de la société civile, les *think tanks* tels la Fondation iFRAP, apportent au débat public?**

C. S.: Je trouve que la Fondation iFRAP ou l'Institut Montaigne font un bon travail. Mais il faut avoir des *think tanks* encore plus puissants. Aujourd'hui, ils ne sont pas assez écoutés. Peut-être les entreprises doivent-elles aussi prendre un rôle plus important.

## Mathieu Laine

Auteur de *La Grande nurserie*, avocat, essayiste, éditorialiste, entrepreneur et Maître de conférences à Sciences Po

« *Le plus gros obstacle est incontestablement le poids et le pouvoir de blocage de l'administration.* »

**I Fondation iFRAP: Cher Mathieu Laine, on ne sait plus comment te présenter tellement tu as de cordes à ton arc! Fort de toutes ces expériences qui te placent à un carrefour d'observation privilégié, quelle est ta vision de l'état de la France aujourd'hui? Mathieu Laine:** Comme l'iFRAP nous le démontre depuis longtemps avec précision et efficacité, la France est, hélas, terriblement affaiblie par un hyper-État qui pèse sur notre économie et pénètre de plus en plus l'intimité de nos vies. En mettant à jour *La Grande Nurserie* (Éd. J.-C. Lattès, 2010, édition poche mise à jour et augmentée), j'ai

pris la mesure de la montée en puissance redoutablement efficace de « l'État nounou ». En à peine quatre ans, c'est étonnant comme le maternage public s'est infiltré, sans provoquer de réelle résistance, dans notre quotidien. « *Ne fais pas ci, ne fais pas ça* »; le « tout interdit » est devenu notre devise. La sacralisation du principe de précaution tue sournoisement l'innovation, l'esprit d'entreprise et le goût du risque. Dans un monde extrêmement compétitif, il est urgent de prendre la mesure des effets pervers du délire de précaution et des méfaits de l'hyper-intervention.



Mathieu Laine

**I Fondation iFRAP :** Dans ton livre *Post politique*, tu évoques le pouvoir très réduit de nos responsables politiques. Pourtant, ils pourraient, s'ils le souhaitent, impulser encore plus de réformes essentielles. Qui (ou qu'est-ce qui) les freine, selon toi ?

M. L. : Trop de politiques sont enfermés dans le « court-termisme », l'excès de pragmatisme, le relativisme (toutes les idées se valent) et le victimisme. Ils manquent cruellement de vision, pour ne pas dire de convictions, et pensent, à tort, que c'est ce que les électeurs attendent d'eux. Ils oublient que si l'on vote pour eux, c'est pour qu'ils agissent, avec pédagogie et détermination, pour libérer le pays de ses pesanteurs. Je ne leur demande pas, bien entendu, de s'enfermer dans une vision purement doctrinale, mais il ne faut pas pour autant se départir des valeurs et des promesses de rupture par excès de « réalisme » ou calcul politicien. Qu'ils assument également qu'ils ont de moins en moins le pouvoir de nous sauver. Redonner le pouvoir à chacun d'entre nous et redéfinir l'interventionnisme du nouveau monde : voilà un beau programme. Hélas, trop de politiques souffrent d'inculture économique et sont persuadés que la France n'est pas réformable. Ils se trompent et nous allons leur prouver.

**I Fondation iFRAP :** En quoi penses-tu que les *think tanks* indépendants comme la Fondation iFRAP ou d'autres peuvent contribuer à changer la donne et impulser les réformes essentielles pour que la France redevenue compétitive ?

M. L. : La bataille des idées est un préalable indispensable aux succès politiques et aux réformes audacieuses. Les *think tanks* et les fondations comme la Fondation iFRAP ont un rôle crucial à jouer. Votre travail et votre mon-



La grande nurserie est parue chez JC Lattès en février 2006.

tée en puissance, que je salue et que j'admire, me rendent profondément optimiste.

**I Fondation iFRAP :** Quelles sont, pour toi, les réformes les plus urgentes à mener en France ? À quelle échéance ?

M. L. : Vaste programme ! La refonte totale du droit du travail, en parallèle d'une réforme du statut de la fonction publique, sur laquelle je rejoins les propositions de la Fondation iFRAP, serait un signal très fort d'une France qui a compris les vertus, pour tous, de la souplesse et d'une confiance accrue entre employeurs et employés. Sans oublier, dans le même temps, une authentique révolution fiscale. Tout cela, porté avec pédagogie et en tenant compte des bouleversements provoqués par la crise que nous traversons et des exigences très fortes de compétitivité qu'impose, pour notre bien, la mondialisation.

**I Fondation iFRAP :** Quels sont, selon toi, les plus gros obstacles au changement dans notre pays ?

M. L. : Le plus gros obstacle est

incontestablement le poids et le pouvoir de blocage de l'administration. Le conservatisme de droite et de gauche sur un trop grand nombre de sujets ne nous aide pas non plus. Quant à la quasi-cogestion du pays avec la CGT, elle n'a rien de rassurant...

**I Fondation iFRAP :** Au-delà du constat assez négatif que l'on peut faire sur la France aujourd'hui, quel « moteur » te conserve toujours aussi optimiste ?

M. L. : Je suis profondément et structurellement optimiste ! Sans doute parce que je crois infiniment en l'homme. La capacité des individus à avancer vers le progrès est considérable. En réalité, si l'on regarde l'Histoire, nous avons déjà eu bon nombre de victoires. Avec la Fondation iFRAP et tous nos amis et alliés, travaillons ensemble au triomphe de nos belles idées ! Elles sont enracinées dans le bon sens et porteuses de tant de réussites. À terme, nous ne pouvons pas ne pas gagner.

**I Fondation iFRAP :** Quel serait le message que tu voudrais délivrer à tous ceux qui se soucient de la création de richesses et du contrôle de la dépense publique ?

M. L. : Le message que je veux leur passer est clair : il y a beaucoup à faire et, même si tout ne semble pas toujours aller dans la bonne direction, il faut rester convaincus de nos idées et toujours plus les défendre. Je vois émerger une nouvelle génération de talents qui, formée par nos maîtres, doit redonner de l'espoir à ceux qui s'essouffent. Il faut soutenir plus que jamais les initiatives efficaces et les énergies porteuses de liberté ! La Fondation iFRAP est très clairement au premier poste de ce mouvement qui, j'en suis certain, finira par s'imposer.